

52174
ORGANISATION OF AFRICAN UNITY



ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

B.P. 3243

منظمة الوحدة الافريقية
الامانة
الامم المتحدة
اللجنة الاقتصادية لافريقيا

ADDIS-ABEBA
ETHIOPIA

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE



UNITED NATIONS
ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA
P. O. Box 3001

Distr.:
LIMITEE

E/ECA/OAU/TRADE/71
17 mars 1987

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Réunion du Groupe intergouvernemental
d'experts du commerce
Addis-Abeba (Ethiopie), 12-14 mars 1987

RAPPORT DE LA REUNION DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL
D'EXPERTS DU COMMERCE PREPARATOIRE DE LA NEUVIEME
CONFERENCE DES MINISTRES AFRICAINS DU COMMERCE
(Addis-Abeba (Ethiopie), 12-14 mars 1987)

A. INTRODUCTION

1. Lors de sa huitième session, tenue à Brazzaville (Congo), en octobre 1985, la Conférence des ministres africains du commerce a décidé notamment que chaque session de la Conférence serait précédée d'une réunion du Groupe intergouvernemental d'experts africains. Conformément à cette décision, la réunion du Groupe d'experts devant préparer la neuvième Conférence des ministres africains du commerce s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 12 au 14 mars 1987. Elle a été ouverte par le Camarade Ketsela Mulat, Vice-ministre du commerce extérieur de l'Ethiopie socialiste. En sa qualité de président de la huitième Conférence, le représentant de la République populaire du Congo a présidé la séance d'ouverture.

B. PARTICIPATION

2. Ont participé à la réunion des représentants des pays suivants : Algérie, Angola, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Libéria, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République arabe sarahouie démocratique, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.

3. Ont participé en qualité d'observateurs : L'ACP, l'Association des Organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC), la Banque arabe de développement économique de l'Afrique (BADEA), le Centre du commerce international (CCI), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

C. ELECTION DU BUREAU

4. Les participants ont élu le bureau suivant :

Président :	Sierra Leone
Vice-Président :	Tunisie
	Zaire
	Ouganda
Rapporteur :	Zambie

D. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX

5. La réunion a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Cérémonie d'ouverture
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Examen de l'évolution récente des relations commerciales de l'Afrique
 - i) Contribution du commerce intérieur et intra-africain à la croissance économique et du développement de l'Afrique
 - ii) Problèmes des pays africains sans littoral et perspectives de développement du commerce de transit
 - iii) Prospection des marchés, information commerciale et promotion du commerce
 - iv) Rapport sur la quatrième Foire commerciale panafricaine et les préparatifs de la cinquième
 - v) Rapport sur les activités de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale
 - vi) Principaux intervenus dans le domaine des relations commerciales internationales de l'Afrique
 - vii) Incidence des activités des sociétés transnationales sur le commerce et le développement en Afrique
5. Examen des propositions de l'Afrique à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
6. Questions diverses
7. Date et lieu de la dixième session
8. Adoption du rapport et clôture de la réunion

E. COMPTE RENDU DES DEBATS

Cérémonie d'ouverture

6. Dans son allocution d'ouverture, Monsieur Louis Didier Mahoungou, Chargé d'affaires de la République populaire du Congo, au nom du Ministre congolais du commerce, des petites et moyennes entreprises de son pays a évoqué le contexte de situation critique économique en Afrique. Il a souligné que le mot "Afrique" était devenu d'une manière éhontée synonyme de sécheresse, désertification ou crise alimentaire pour les uns, endettement, ou sous-développement pour les autres.

7. S'adressant ensuite au rôle de premier plan, que doivent jouer les experts commerciaux, dans la mise en oeuvre du programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990, dont les africains se doivent d'exécuter dans les proportions de 60 à 64 p. 100 du montant global, il les a invités à élaborer des mécanismes susceptibles d'apporter des solutions viables aux problèmes du commerce et du développement de l'Afrique. Dans le cadre de la mise en oeuvre de la nouvelle stratégie de développement, le représentant congolais a souligné l'existence de certains instruments et notamment : a) la résolution 568 (XXI) sur le commerce et le financement du développement qui (rappelant la résolution 39/29 de l'Assemblée générale en date du 3 décembre 1984) évoquait d'une manière pertinente la forte dépendance des pays africains vis-à-vis d'un nombre restreint de produits primaires d'exportation; b) la résolution 541 (XX) en date du 29 avril 1985 du Conseil des ministres de la CEA sur le rôle du commerce et du financement dans l'atténuation de la crise économique et sociale en Afrique.

8. Le représentant de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a, au nom de S.E. Ide Oumarou, Secrétaire général de cette organisation, souhaité la bienvenue aux délégations à Addis-Abeba et leur a rappelé la lourde responsabilité dont ils étaient chargés. Ils devaient entre autres non seulement élaborer une position africaine en vue de la septième session de la CNUCED mais examiner d'autres questions importantes telles que la promotion du commerce intra-africain, le rapport sur la quatrième Foire commerciale panafricaine, les préparatifs de la cinquième Foire, les problèmes des pays africains enclavés ou insulaires et les perspectives pour ces derniers d'améliorer leur commerce de transit, l'incidence des activités des sociétés transnationales sur le commerce africain ainsi que les problèmes financiers de l'Association africaine des organisations de promotion commerciale.

9. A cet égard, il a invité les participants à tenir compte, au cours de leurs travaux, des principales décisions adoptées par les organes directeurs africains et figurant dans le Plan d'action de Lagos, le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique ainsi que de la décision adoptée lors de la huitième Conférence des ministres africains du commerce, à Brazzaville (Congo) en octobre 1985.

10. S'agissant des prochaines négociations sur l'échange de concessions commerciales à la suite de la mise en place du système global de préférences commerciales (SGP), le représentant du Secrétaire général de l'OUA a informé les participants qu'au moins 27 pays africains avaient indiqué qu'ils participeraient à ces négociations. A cet égard, le secrétariat de l'OUA, en collaboration avec la CNUCED et la CEA, avait organisé un séminaire à l'intention des négociateurs africains, les 6 et 7 mars 1987 à Addis-Abeba.

11. Il a toutefois souligné que s'il était loisible aux Etats membres de participer aux négociations sur le SGP et par la suite au système lui-même, il était souhaitable de ne pas perdre de vue le fait que, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA s'étaient engagés dans l'Acte final de Lagos à créer un marché commun africain en l'an 2000, l'Afrique se réservait le droit de renégocier au moment opportun, les modalités de sa participation au SGP. Il a en outre exhorté les Etats membres à tirer pleinement parti de l'assistance technique fournie par la CNUCED en vue de l'établissement du SGP.

12. Dans sa conclusion, le Directeur du Département économique et de la coopération de l'OUA a prié tous les Etats membres de l'OUA de participer efficacement et massivement aux réunions préparatoires de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de façon à sauvegarder les intérêts de l'Afrique.

13. M. M. Tchouta-Moussa, Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique pour l'Afrique, après avoir souhaité la bienvenue aux experts à la deuxième réunion du Groupe intergouvernemental d'experts sur le commerce, a mentionné les questions qui pouvaient être examinées par les experts, à savoir l'effondrement des cours des produits de base, la surabondance de la plupart des produits primaires, la concurrence livrée par les synthétiques, les minéraux et les matières non minérales, la détérioration des termes de l'échange, le renforcement du protectionnisme, la baisse en termes réels de l'aide publique au développement (APD), les lourdes obligations des pays africains au titre du service de la dette.

14. C'est dans ce cadre que le secrétariat a présenté à la réunion le document intitulé : "Principales questions concernant les relations commerciales de l'Afrique" (E/ECA/TRADE/53) qui examinait en particulier les effets des relations commerciales sur le développement des pays africains. M. Tchouta-Moussa a ensuite souligné l'importance qu'il y avait à promouvoir le commerce intérieur et intra-africain en tant que facteur crucial pour un développement auto-entretenu et autonome de la région africaine.

15. Les rigidités des modes de production et de distribution dans la plupart des économies africaines ne favorisaient pas le commerce extérieur. Un certain nombre d'études sur les structures du commerce intérieur et intra-africain avaient révélé que beaucoup de pays africains continuaient d'accorder la priorité à la production d'un petit nombre de cultures commerciales et de produits de base à exporter sur les marchés des pays industrialisés. L'évolution récente de la situation du commerce international avait montré qu'une telle orientation ne favorisait pas un progrès véritable des pays africains. En conséquence, pour faire en sorte que le commerce devienne un "moteur" du développement, il était nécessaire d'adopter une autre démarche et peut-être même de changer la mentalité des responsables pour que le commerce intérieur et intra-africain figure en premier sur la liste des priorités africaines.

16. Une approche aussi audacieuse, a indiqué le Secrétaire exécutif adjoint, nécessitait non seulement l'engagement des gouvernements africains mais également l'appui sans réserve des organisations sous-régionales et régionales ainsi que de la communauté internationale. C'est pourquoi, le secrétariat avait proposé aux participants de proclamer les années 1988-1998 Décennie du commerce intérieur et intra-africain. Il fallait aussi y ajouter les activités menées actuellement dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique et de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique. La Décennie envisagée permettrait de faire en sorte que tous les efforts déployés et les ressources financières et humaines mobilisées soient orientées vers la réalisation de l'autosuffisance collective en Afrique.

17. Il a également souligné quelques-unes des mesures énergiques prises ces six dernières années par un certain nombre de pays africains pour créer des systèmes efficaces d'étude de marchés, d'information commerciale et de promotion du commerce. Au niveau sous-régional, l'exemple des Etats membres de la zone d'échanges préférentiels (ZEP) était le pas le plus encourageant dans la voie de la création de réseaux d'information commerciale. Toutefois, le problème qui se posait, c'était que la plupart de ces activités étaient orientées vers les marchés extérieurs. Parallèlement, le commerce intérieur et intra-africain continuait d'être peu intéressant pour les exportateurs et importateurs potentiels et réels. C'est pourquoi, il convenait d'adopter des stratégies qui comportent des programmes immédiats et de grande envergure sur les études de marché et les échanges de biens et services africains, lesquels programmes devaient être entrepris en collaboration avec des organisations telles que la Fédération africaine des chambres de commerce et l'Association des organisations africaines de promotion commerciale. De même, la contribution des organismes commerciaux d'Etat ne saurait être sous-estimée.

18. En conclusion, le Secrétaire exécutif adjoint a formulé un certain nombre de recommandations importantes, à savoir: i) la réorientation des politiques de production de façon à accorder la priorité à la transformation des matières premières locales; ii) la promotion d'investissements productifs grâce à des mesures d'encouragement appropriées, notamment en orientant les systèmes bancaires vers le financement d'activités locales productives et axées sur l'avenir;

iii) l'harmonisation des normes de qualité et des normes techniques dans toute la région; iv) la formation de personnel qualifié, notamment de techniciens et de cadres. Il a aussi fait ressortir d'autres aspects également importants des relations commerciales internationales de l'Afrique qui avaient déjà été étudiées de façon exhaustive dans le cadre de la préparation de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui devait se tenir sous peu. Les sociétés transnationales exerçaient une action indésirable en perpétuant la dépendance excessive de l'Afrique vis-à-vis de ses partenaires commerciaux traditionnels, dépendance qui empêchait toute modernisation des structures de production et de distribution des pays africains. Compte tenu de ce climat défavorable, il a demandé instamment aux participants de proposer et d'intensifier les mesures visant à raménager les relations commerciales de l'Afrique et à améliorer ses résultats, dans le contexte du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990 et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990.

19. Dans son discours d'ouverture, M/Ketsela Mulat, vice-ministre du commerce extérieur de l'Ethiopie socialiste, a souhaité à tous les participants la bienvenue à Addis-Abeba, ajoutant que son gouvernement était prêt à faire tout ce qui était en son pouvoir pour faciliter les travaux des experts.

20. Cette réunion avait lieu à un moment décisif de l'histoire du continent africain, marqué par la fin, lente à arriver, de la sécheresse et d'autres calamités naturelles, et par la tenue de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies organisée dans le but de mobiliser l'aide internationale en vue de l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 et de la préparation de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. C'était la raison pour laquelle un grand nombre d'africains souhaitaient voir dans cette septième session un indicateur du futur climat économique international. Par conséquent, le succès de la session en question ne serait pas mesuré uniquement en fonction des objectifs du nouvel ordre économique international mais également par l'augmentation des flux de ressources vers l'Afrique, l'amélioration et la stabilité des prix des produits de base et par la stabilité des monnaies. En revanche, son échec se traduirait par une instabilité plus accentuée et des difficultés économiques.

21. M.Mulat a ensuite explicité le but de la réunion compte tenu du caractère important de la conjoncture susmentionnée, et a souligné la nécessité pour l'Afrique d'adopter une stratégie commune, notamment pour ce qui concerne la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; l'intensification des efforts dans le domaine de l'augmentation du volume du commerce intra-africain, qui ne représentait que 4 p. 100 du commerce mondial; et l'appui à accorder aux institutions africaines chargées de la promotion du commerce. L'orateur a attiré l'attention sur les facteurs qui freinaient la croissance du commerce intra-africain, tels que les entraves d'ordre matériel et institutionnel ou liées aux attitudes non remises en question, et a demandé que l'on examine de près ces questions lors de la réunion et que l'on suggère des solutions.

22. De telles solutions devaient comporter un appui effectif à l'Association des Organisations africaines de promotion commerciale ainsi que des mesures propres à assurer que les sociétés transnationales menant des activités en Afrique contribuent de manière effective à la promotion du commerce intra-africain.

23. En conclusion, M.Mulat a invité les participants à examiner la proposition relative à la Décennie des Nations Unies pour le commerce intérieur et intra-africain, ainsi que celles concernant l'adoption d'une position africaine commune à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

24. Le représentant du Maroc a fait une déclaration pour dénoncer la participation de la délégation d'un Etat non-membre de l'ONU à une réunion organisée par la CEA, et a informé les participants que sa délégation se retirerait en attendant que le Secrétariat de la CEA prenne les mesures nécessaires afin qu'il soit mis fin à la participation à cette réunion de la délégation en cause. La délégation marocaine a ensuite quitté la salle de conférence pendant que le Président fournissait sa réponse.

- EXAMEN DE L'EVOLUTION RECENTE DES RELATIONS COMMERCIALES DE
L'AFRIQUE (Point 4 de l'ordre du jour)

Contribution du commerce intérieur et intra-africain à la croissance économique
et au développement de l'Afrique (point 4 i) de l'ordre du jour)

25. Le représentant du secrétariat a présenté le chapitre I du document E/ECA/TRADE/53 et fait remarquer que certaines des recommandations figurant au paragraphe 10 étaient issues de la huitième session de la Conférence des ministres africains du commerce qui avait eu lieu à Brazzaville en 1985. En dépit du fait que nombre de pays africains avaient créé des institutions nationales de promotion du commerce intérieur ou les avaient renforcées, on n'avait guère pu résoudre les problèmes liés aux circuits de distribution au niveau national et, partant, les pays africains continuaient de connaître des déséquilibres constants et flagrants entre zones rurales et zones urbaines. La rigidité des structures de production et des circuits de distribution, qui étaient toujours fortement orientés vers les marchés des pays développés, entravait l'expansion du commerce intérieur. Il importait de mettre en place des circuits de distribution au niveau national afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.

26. S'agissant du commerce intra-africain, le représentant du secrétariat a souligné les progrès qui avaient été réalisés dans la création et le renforcement des institutions auxiliaires et sous-régionales en vue de faciliter les échanges entre les pays membres. Toutefois, le volume du commerce intra-africain est resté le même depuis 1980. Le fait que nombre d'Africains préféraient les produits importés était l'une des raisons qui expliquaient cette situation.

27. Compte tenu de ce qui précède, le secrétariat a proposé que dans le but de développer plus rapidement le commerce intérieur et intra-africain, les participants envisagent de proclamer la décennie 1988-1998, Décennie des Nations Unies pour le commerce intérieur et intra-africain. Cette décennie permettrait de faire en sorte que tous les efforts ainsi que toutes les ressources financières et humaines visent essentiellement à assurer l'auto-suffisance collective de l'Afrique.

28. Un certain nombre de délégations ont trouvé que les documents étaient pertinents, concrets et donnaient matière à réflexion. Les participants ont réitéré l'importance cardinale du commerce intérieur. Une délégation a toutefois fait observer que les documents ne faisaient pas ressortir suffisamment l'inexistence de l'épargne intérieure, une des entraves au développement du commerce intérieur.

29. Au cours des débats, de nombreuses délégations ont passé en revue les facteurs qui entravaient le développement du commerce intra-africain et ont retenu les suivants : exiguité des marchés intérieurs, manque d'harmonisation des politiques de production industrielle, caractère inadéquat des voies de communication, contrôle des circuits de distribution par des sociétés étrangères et manque de devises étrangères et de volonté politique.

30. Les délégations dans leur majorité ont estimé que l'idée d'avoir une Décennie était certes attrayante, mais qu'au lieu de proclamer 1988-1998 Décennie des Nations Unies pour le commerce intérieur et le commerce intra-africain, il vaudrait mieux essayer d'appliquer les décisions prises par les chefs d'Etat et de gouvernement en rapport avec le développement du commerce intérieur et le commerce intra-africain. Les participants ont jugé que la Décennie des Nations Unies pour le développement industriel de l'Afrique et la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique pourraient aider à résoudre certains des problèmes liés au commerce intérieur et au commerce intra-africain.

31. Les participants ont réaffirmé les décisions suivantes de la huitième session de la Conférence des ministres africains du commerce :

- a) Que les échanges commerciaux intra-africains soient augmentés jusqu'à atteindre 10 p.100 du commerce international d'ici la fin de 1995;
- b) Que beaucoup plus d'efforts soient déployés afin de réduire graduellement et finalement éliminer les barrières commerciales et douanières aux échanges intra-africains, en particulier celles affectant les cultures de rente mentionnées dans le Plan d'action de Lagos d'ici la fin de 1995;
- c) Que plus d'efforts soient déployés en vue de soutenir et de renforcer les institutions sous-régionales de promotion commerciale qu'appelle le Plan d'action de Lagos;
- d) Que des améliorations significatives soient apportées aux systèmes d'information et de commercialisation pour promouvoir le commerce intra-africain et que les résultats obtenus fassent l'objet d'une évaluation et d'un suivi systématiques par les pays africains;
- e) Que tous les pays africains s'engagent à encourager la libre circulation des commerçants et opérateurs économiques africains dans le but de promouvoir le commerce intra-africain. Il faudrait en outre que des mesures soient rapidement prises pour accroître et régulariser le échanges frontaliers grâce à la création de zones franches où les opérateurs traditionnels pourraient continuer les activités;
- f) Que la priorité soit accordée, lorsque les conditions le permettent, aux offres africaines pour la fourniture de biens et services provenant d'autres pays africains;
- g) Que les compagnies aériennes et maritimes africaines soient de plus en plus utilisées pour les services de fret et le transport de marchandises destinées aux échanges intra-africains;

h) Que des politiques de prix appropriées et d'autres mesures d'incitation visant à encourager le commerce intérieur et intra-africain soient favorisées surtout dans le domaine alimentaire;

i) Que des mesures soient prises pour établir un lien entre le développement du commerce et les résultats obtenus dans d'autres secteurs tels que l'industrie, l'agriculture, l'éducation et la formation, le transport et les communications comme l'indique le paragraphe 76 du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique 1986-1990 adopté par le vingt et unième sommet de l'OUA;

j) Que des mesures soient rapidement prises pour mettre en place des installations de stockage et des circuits de distribution pour le commerce intra-africain;

k) Les participants lancent un appel aux Ministres des transports et des communications pour qu'ils accordent la priorité à la création ou la remise en état des routes et chemins de fer inter-Etats pouvant favoriser la croissance du commerce intra-africain, tout en mettant un accent particulier sur les routes de desserte et d'accès, afin de faciliter le transport des productions agricoles vers les marchés;

l) La réunion demande aux ministres de l'industrie, des sciences et de la technologie et de l'énergie d'adopter des politiques et priorités adéquates pour la croissance du commerce intra-africain en vue des ajustements structurels nécessaires au développement de la région.

32. Les participants ont également recommandé que :

a) les pays africains et les institutions sous-régionales et régionales appliquent les décisions sur le commerce intérieur et le commerce intra-africain contenues dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990 adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains;

b) les gouvernements africains lancent des campagnes pour encourager la consommation de produits locaux;

c) les pays africains harmonisent leurs politiques de promotion industrielle en vue d'améliorer les perspectives d'échanges commerciaux entre eux;

d) les ministres africains demandent aux secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique, de l'Organisation de l'unité africaine et des institutions sous-régionales d'effectuer des études spécifiques sur des questions telles que le commerce de troc, les problèmes que pose l'étroitesse des marchés et l'harmonisation des politiques de production industrielle en vue de formuler des propositions spécifiques tendant à rendre plus efficaces les communautés économiques sous-régionales existantes.

Problèmes des pays africains enclavés et perspectives du commerce de transit (point 4 ii) de l'ordre du jour)

33. Le représentant du secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a présenté aux participants le document intitulé «Problèmes des pays africains enclavés et insulaires et perspectives pour l'amélioration de leur commerce de transit» (EDECO/TD/31/145.87). Il a fait ressortir les divers éléments contenus dans ce document. Toutefois, il a souligné que ce document était essentiellement une étude sur dossiers destinée à dégager les problèmes et à susciter un débat. Il devait donc être considéré par les participants comme le cadre préliminaire d'une étude plus détaillée et complète qui serait entreprise par le secrétariat de l'OUA en collaboration avec toutes les organisations intergouvernementales et les Etats membres intéressés.

34. Un débat animé a suivi, au cours duquel les participants ont félicité le secrétariat de l'OUA d'avoir pris l'initiative d'appeler l'attention des participants sur une question aussi importante.

35. Ils ont noté que ce document avait un caractère essentiellement préliminaire et contenait encore beaucoup de lacunes. En conséquence, ils ont demandé au secrétariat de redoubler d'efforts pour mener sur ce sujet une étude exhaustive qui permettrait de proposer des solutions nouvelles aux problèmes concrets, non seulement des pays enclavés, mais aussi des Etats insulaires et côtiers et également dans leurs relations réciproques. A la suite de ce débat, les recommandations suivantes ont été formulées :

- a) le secrétariat de l'OUA, en collaboration avec la CEA, la CNUCED, et les groupements économiques sous-régionaux et régionaux africains devrait s'efforcer de mener à bien les dites études afin de traiter les problèmes concrets sous tous leurs aspects;
- b) La question des pays enclavés, semi-enclavés, côtiers et insulaires et les perspectives d'améliorer leur commerce de transit devraient être examinées plus à fond et un rapport soumis à la dixième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce qui sera précédée par la réunion du Groupe intergouvernemental d'experts;
- c) L'étude devrait comprendre :
 - i) une évaluation détaillée des couloirs de transit existants et des mesures propres à les renforcer;
 - ii) un examen complet du commerce de transit en Afrique et proposer des mesures destinées à faciliter ce type de commerce;
 - iii) des mesures devant permettre d'améliorer les relations de transit entre les pays côtiers et les pays enclavés d'une part et entre les pays côtiers et les pays insulaires, les pays enclavés et les pays enclavés et semi-enclavés de transit, d'autre part, ainsi que les relations entre les pays enclavés eux-mêmes;
 - iv) des mesures susceptibles de renforcer la coopération aux niveaux bilatéral, multilatéral et régional et entre les pays de transit et les pays enclavés, les pays côtiers, les pays insulaires et les pays semi-enclavés;
 - v) des mesures concrètes visant à développer le commerce entre des pays insulaires.

36. S'agissant des propositions contenues dans le document relatif au réseau de transit africain et à d'autres activités envisagées au niveau international, les participants ont estimé que cela relevait essentiellement du domaine des relations inter-Etats et que ces propositions étaient donc prématurées.

- Prospection des marchés, information commerciale et promotion du commerce (point 4 iii) de l'ordre du jour)

37. Un représentant du secrétariat de la CEA a présenté ce point de l'ordre du jour qui était examiné dans le deuxième chapitre du document E/ECA/TRADE/53. Il a fait état des derniers faits nouveaux survenus dans le domaine de la prospection des marchés et de la promotion du commerce et souligné les efforts faits par certains pays africains de même que par la CEA pour appliquer les décisions de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce. De nombreux problèmes s'étaient toutefois posés dans ces domaines sur lesquels il convenait de se pencher notamment ceux concernant la mise en place d'institutions.

38. Il a souligné la nécessité, pour les pays africains, d'honorer leurs engagements et d'apporter un soutien continu aux institutions sous-régionales et régionales de promotion commerciale afin de prévenir une crise financière semblable à celle que connaît l'Association des organisations africaines de promotion commerciale et la Fédération africaine des chambres de commerce récemment créée.

39. Les participants ont été informés de la tenue à Addis-Abeba, du 4 au 6 mars 1987, du premier Symposium régional sur les organismes commerciaux d'Etat.

40. Au cours des débats qui ont suivi, des propositions constructives ont été faites en vue de résoudre les problèmes soulevés, notamment la promotion d'entreprises mixtes par les pays africains et l'établissement de systèmes d'assurance et de financement du crédit à l'exportation.

41. Un représentant du CCI a indiqué que le commerce n'était pas très prioritaire dans certains plans de développement. Cette situation, à laquelle s'ajoute dans certains cas le manque d'une approche coordonnée en ce qui concerne les échanges commerciaux, avait rendu plus difficiles les efforts faits par les organisations internationales pour trouver des solutions appropriées aux problèmes posés. La réunion a pris note des activités du CCI ayant trait aux études sur l'offre et la demande des pays membres de la ZEP et a exprimé l'espoir qu'une telle entreprise soit renouvelée avec d'autres sous-régions africaines.

42. La réunion a adopté les recommandations ci-après à l'intention de la Conférence des ministres africains du commerce, qui comprennent celles qu'elle avait adoptées à sa huitième session.

Rapport sur la quatrième Foire commerciale panafricaine et les préparatifs de la cinquième (point 4 iv) de l'ordre du jour)

43. Le représentant du secrétariat de l'OUA a présenté au titre de ce point, le document EDECO/TD/3/209/87 intitulé "Rapport sur la quatrième Foire commerciale panafricaine et les préparatifs de la cinquième". Il a indiqué les éléments essentiels de ce rapport. La quatrième Foire, qui s'était tenue à Lomé (Togo) du 18 novembre au 8 décembre 1985, avait été inaugurée par Son Excellence Monsieur Gnassingbe Eyadema, Président du Togo, qui avait même visité la quasi-totalité des stands le premier jour. La structure des produits exposés à la Foire ne pouvait que convaincre tout un chacun de leur complémentarité. Il a attiré l'attention des participants sur les recommandations faites au cours des quatre séminaires tenus pendant la Foire.

44. Concernant les préparatifs de la cinquième Foire commerciale panafricaine prévue à Kinshasa (Zaire), le représentant du secrétariat a invité les participants à se prononcer sur la composition et le mandat du Comité d'organisation tel que proposé dans le document présenté à la réunion.

45. Au cours des débats qui ont suivi, le représentant du Zaire a informé les participants des préparatifs menés par son gouvernement ainsi que des infrastructures en place à Kinshasa pour accueillir la Foire. Plusieurs représentants ont instamment prié tous les pays intéressés de s'attacher à mobiliser auprès des donateurs l'assistance technique et financière permettant d'assurer le succès de la Foire et d'obtenir l'impact souhaité sur le commerce intra-africain.

46. A l'issue des débats, les recommandations suivantes ont été formulées à l'intention de la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce :

a) un message spécial de félicitations et de remerciements serait adressé au Président de la République du Togo, le Général Gnassingbe Eyadema, au gouvernement et au peuple togolais pour les efforts exceptionnels déployés en vue du succès de la quatrième Foire commerciale panafricaine;

b) en prenant note du rapport, en se félicitant du succès de la quatrième Foire panafricaine et sans perdre de vue qu'une telle manifestation représente un instrument fonctionnel qu'il faut utiliser pour obtenir l'incidence recherchée sur l'expansion du commerce intra-africain, le secrétariat de l'OUA, en collaboration avec la CEA, le CCI, et toutes les organisations intergouvernementales pertinentes, en particulier la CEDEAO, la ZEP, la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, la CEEAC et la Commission de l'Océan Indien, procéderait à une évaluation approfondie des répercussions des précédentes Foires panafricaines;

c) la Conférence prendrait note de l'information donné par la délégation du Zaire, notamment de la cinquième Foire panafricaine, à savoir du 16 au 31 juillet 1988, et prescrirait à tous les Etats membres de s'abstenir d'organiser des foires commerciales nationales aux mêmes dates;

d) il serait demandé instamment à des donateurs de fournir une aide financière aux institutions qui assurent de leur concours, telles que le CCI, le Fonds régional de la Convention de Lomé ACP-CEE, le PNUD, la CNUCED afin que ces institutions apportent leur soutien financier et technique, puissent assurer le succès de la cinquième Foire panafricaine;

e) l'on adopterait pour la cinquième Foire panafricaine le thème suivant : "La promotion du commerce intra-africain, un facteur d'intégration des économies africaines".

f) La Conférence prendrait acte de la subvention de 500 000 dollars accordée par le Conseil des ministres de l'OUA et destinée à subventionner certains aspects organisationnels de la cinquième Foire panafricaine;

g) afin d'avoir l'incidence escomptée, le secrétariat de l'OUA, en collaboration avec les institutions pertinentes, notamment le CCI, effectuerait une étude de marché avant la cinquième Foire et faire une évaluation technique de l'impact de cette Foire, en vue de publier une annuaire des sociétés et leurs produits qui serait distribué à la Foire de Kinshasa; et

h) les ministres approuveraient la composition ci-après du Comité d'organisation de la cinquième Foire commerciale panafricaine :

Région Ouest

Togo (ancien pays hôte), Côte d'Ivoire, Ghana;

Région Nord

Algérie, Egypte, Tunisie;

Région Est

Ethiopie, Kenya, Tanzanie;

Région du Centre

Zaïre (Présidence), Cameroun, Congo;

Région Sud

Angola, Botswana et Zimbabwe.

i) le mandat du Comité d'organisation serait le suivant :

- i) se réunir aussi régulièrement qu'il le faut pour assurer le succès de la préparation et de l'organisation de la Foire;

- ii) préparer toutes les activités relatives au budget et au programme de la foire, notamment la publicité, l'étude de marché et la promotion commerciale;
- iii) organiser des colloques et des activités culturelles;
- iv) régler, en collaboration avec le gouvernement du pays hôte toutes les formalités et détails administratifs et fournir tous les conseils techniques nécessaires aux bonnes préparations et tenue de la foire;
- v) traiter, en collaboration avec le gouvernement du pays hôte, toutes les questions relatives à la répartition des emplacements sur les lieux de la foire, y compris celle de la location des stands;
- vi) soumettre au gouvernement du pays hôte des recommandations sur les moyens de rendre moins contraignantes pour les exposants certaines des formalités concernant l'obtention de visas, le passage en douane, le frêt aérien, les tarifs d'hôtel, le transport, l'accueil, etc.;
- vii) suivre le déboursement de la subvention allouée à la Foire par le Conseil des ministres de l'OUA;
- viii) examiner, conjointement avec le secrétariat de l'OUA les résultats de la cinquième Foire commerciale panafricaine, en vue de faire une évaluation solide et des suggestions concrètes dans le but de provoquer l'impact souhaité sur le commerce intra-africain, à la dixième session de la Conférence des ministres africains du commerce.

Rapport sur les activités de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale (point 4 v) de l'ordre du jour)

47. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par le représentant de l'Association qui a souligné la gravité de la crise financière que traversait son organisation. Il a également fait état des problèmes auxquels étaient en proie les fonctionnaires de l'Association qui étaient restés pendant onze mois sans salaire. Après avoir remercié le gouvernement hôte, la CEA et l'OUA pour leur soutien matériel et autre qu'ils avaient apportés à l'Association, il a indiqué que les difficultés de celle-ci provenaient du non versement par les Etats membres de leurs contributions mises en recouvrement et du fait que les organes directeurs de l'Association n'étaient pas investis de pouvoirs politiques à la dimension des tâches et des responsabilités confiées à l'Association. Il a souligné que la Communauté économique européenne était prêt à fournir un soutien financier d'un montant de 1 million de dollars des Etats-Unis si au moins deux Etats-membres de l'Association donnaient la preuve de leur soutien.
48. Une délégation a déploré le fait que les documents concernant ce point n'étaient pas disponibles en Arabe, ce qui ne lui permettait pas de prendre une part effective aux travaux. Cependant, le Président a fait appel à la compréhension de la délégation étant donné les difficultés des secrétariats à produire les documents dans toutes les langues requises.
49. Le représentant de l'Association a lancé un appel aux participants pour qu'ils recommandent une solution double à savoir, réduire le budget et transformer l'Association en révisant ses statuts et élever le niveau de représentation des Etats membres à l'Assemblée générale de l'Association à celui des ministres plutôt qu'à celui d'experts de haut rang. Il a exprimé la confiance que les participants recommanderaient les solutions préconisées à la Conférence des ministres africains du commerce.
50. Au cours des débats qui ont suivi, la plupart des représentants qui sont intervenus ont apporté leurs marques de sympathie à l'Association tout en déplorant que la question ne pouvait pas être examinée pleinement parce que certains documents pertinents n'étaient pas disponibles dans toutes les langues de travail, en particulier les statuts, de l'Association avec les modifications proposées. Le fait que ce document ne soit pas disponible en arabe en particulier causait de graves difficultés aux délégations arabophones qui ne pouvaient de ce fait participer aux débats. Bien que les participants aient reconnu que l'Association avait un rôle utile à jouer dans le développement du commerce africain, nombre de délégations ont indiqué que son impact ne s'est pas fait sentir dans leurs pays respectifs. Les participants ont également déploré que les études demandées par la huitième Conférence tenue à Brazzaville et devant porter sur l'harmonisation des structures de l'Association et de la Fédération des chambres de commerce africaines n'aient pas été effectuées par les secrétariats. Ils ont demandé que la tendance qui est de créer plusieurs institutions qui font du double-emploi soit découragée, étant donné les difficultés financières auxquelles celles-ci sont souvent confrontées. Une délégation a fait savoir que son pays figurait parmi les Etats membres qui n'ont pas encore payé leur cotisation. En fait, le Rwanda n'était pas encore membre de l'Association car ses organes législatifs n'avaient pas ratifié l'acte constitutif de l'Association.

51. Un autre problème important qui a été soulevé par certains participants touchait au double emploi que risquaient de faire l'Association des organisations de promotion commerciale et la Fédération africaine des chambres de commerce. Les participants se sont demandés si les activités de l'Association, de la Fédération et même le Centre du commerce africain de la CEA ne risquaient pas de faire double emploi.

52. Le représentant de la CEA a assuré la réunion que la CEA avait pris des mesures pour éviter les doubles emplois entre la Commission, l'Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC) et la Fédération des chambres de commerce africaines. Il a informé la réunion du renforcement de la coopération entre la CEA et l'AOAPC. Cette coopération serait assurée grâce à la programmation et l'exécution conjointes de projets, à des missions conjointes et à la sous-traitance par la CEA de certaines activités à l'Association. Il a exprimé le soutien de la CEA aux mesures proposées par l'AOAPC pour résoudre les problèmes auxquels elle est actuellement confrontée et pour son renforcement. Il a terminé en réaffirmant que l'AOAPC avait un rôle important à jouer dans les efforts déployés par l'Afrique pour la promotion commerciale, la recherche en matière de commercialisation et l'information commerciale. Il a assuré la réunion du soutien total de la CEA aux activités de l'AOAPC et lancé un appel aux participants pour que des décisions concrètes soient prises pour relancer l'Association.

53. Abondant dans le sens des assurances données par la CEA, le Représentant de l'OUA a informé la réunion que l'Organisation de l'unité africaine se proposait d'utiliser de manière plus intensive, les services de l'Association, étant donné que celle-ci était en fait une institution de l'OUA spécialisée en développement du commerce.

54. Dans sa conclusion, le Président a exprimé le consensus qui s'est dégagé, à savoir que l'Association des organisations africaines de promotion commerciale avait un rôle positif à jouer dans le développement du commerce africain et qu'il fallait la soutenir et la renforcer. A cet égard, la réunion a décidé qu'un projet de résolution approprié soit soumis à l'examen et à l'approbation de la Conférence des ministres africains du commerce.

55. La délégation marocaine est revenue en séance pendant le débat sur le point 4 v) de l'ordre du jour et a demandé au secrétariat la réponse à son intervention précédente. Elle a également mentionné le contenu d'un télex adressé à la CEA par le Secrétaire général de l'ONU le 12 mars 1987. La délégation estime que la CEA devrait assumer ses responsabilités et suspendre les travaux jusqu'au retour du Secrétaire exécutif de la CEA. Elle a à nouveau dénoncé la participation d'un Etat non membre de l'ONU à la réunion. Dans sa réponse, le secrétariat a confirmé avoir reçu le télex du Secrétaire général de l'ONU et transmis le message au Secrétaire exécutif dont il attendait la réponse. Le Président a réaffirmé que cette réunion étant conjointement tenue par l'OUA et la CEA, les deux parties étaient libres d'y prendre part. La délégation marocaine quitta la salle. La réunion a pris note de la réponse du Président.

Relations commerciales internationales de l'Afrique (point 4 vi) de l'ordre du jour)

56. Le représentant du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique en présentant le point 4 vi) de l'ordre du jour : Principaux éléments nouveaux intervenus dans le domaine des relations commerciales internationales de l'Afrique, a abordé les principaux sujets de préoccupation dans le domaine des relations commerciales internationales de l'Afrique depuis la sixième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en 1983. Il a notamment mentionné le faible niveau, depuis 1980, des prix des principaux produits de base présentant de l'intérêt pour l'Afrique; l'insuffisance des recettes d'exportation en raison du bas niveau des prix et de la chute du dollar des Etats-Unis et les politiques protectionnistes des pays occidentaux. En outre, l'Afrique avait éprouvé des difficultés à tirer profit des dispositions de la Convention de Lomé III ACP-CEE.

57. Dans son analyse, le représentant de la CEA a également mis l'accent sur la situation décourageante des relations commerciales extérieures de l'Afrique. En ce qui concerne les échanges avec les autres pays en développement, il a insisté sur la nécessité d'appliquer le système global de préférences commerciales non seulement à la promotion des échanges mais également à la création de flux commerciaux. Au sujet de l'évolution des relations commerciales internationales de l'Afrique, il a souligné que les résultats du commerce extérieur étaient généralement mauvais en raison de l'incidence des politiques protectionnistes; du faible taux de croissance des échanges entre l'Afrique et les partenaires non traditionnels; de la diminution de l'aide publique au développement et des investissements privés. Il a rappelé les mesures proposées par la Conférence des ministres africains du commerce à sa huitième session et a souligné qu'il conviendrait de les mettre rapidement en application, car elles étaient toujours valables. Ces mesures visaient notamment à interrompre et à revenir sur les politiques protectionnistes; à supprimer les déséquilibres des échanges; à sauvegarder les principes fondamentaux et les objectifs de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; et à renforcer les mesures en vue d'améliorer les relations commerciales de l'Afrique dans le contexte du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique.

58. Le représentant de la CNUCED a informé les participants des activités réalisées par son organisation, en collaboration avec le secrétariat de la CEA, en application des décisions et recommandations adoptées par la Conférence des ministres africains du commerce, à sa huitième session, dans le domaine de la promotion des échanges entre l'Afrique et les pays socialistes d'Europe de l'Est. Il a notamment mentionné l'organisation, en 1985/1986 de séminaires, voyages d'études pour des fonctionnaires africains au niveau national, régional et interrégional. Ces activités avaient été financées par le Fonds d'affectation spéciale PNUD/URSS et grâce à une contribution financière des autres pays socialistes. En application des recommandations précitées, la CEA envisageait en collaboration avec la CNUCED, et avec l'assistance financière de l'URSS, d'organiser un voyage d'études en URSS et, éventuellement, en République démocratique allemande à l'intention des hommes d'affaires africains. En outre, son organisation avait présentée un programme détaillé au PNUD et comme il était indiqué dans la recommandation a-(XV), des consultations se déroulaient toujours entre la CNUCED, la CEA, le PNUD, le Conseil d'assistance économique mutuelle et les pays socialistes d'Europe orientale en vue d'organiser une réunion d'experts de ces deux groupes de pays pour examiner le moyen le plus efficace de promouvoir

59. S'agissant du système global de préférences commerciales, le représentant de la CNUCED a indiqué que jusqu'à présent, 64 pays membres du Groupe des 77 avaient décidé de participer aux négociations avec 27 Etats africains dans les premières phases. Il a exhorté des autres pays africains à prendre les mesures nécessaires pour adhérer à ce système. Il a en particulier invité les PMA d'Afrique à le faire puisqu'ils ne devaient pas appliquer la réciprocité pour les concessions qui leur étaient accordées durant les négociations.

60. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont loué la qualité du document qui leur avait été présenté et la manière dont les questions pertinentes y avaient été abordées. Ils ont reconnu que la conjoncture commerciale internationale défavorable compromettait les perspectives de développement en Afrique et qu'il importait que les pays industrialisés assouplissent quelque peu leurs politiques commerciales vis-à-vis des pays africains.

61. Certains représentants ont demandé des précisions sur la situation actuelle du Fonds commun pour les produits de base et estimé que sa création rapide aiderait les pays africains dans leurs efforts de développement.

62. S'agissant du commerce des pays africains avec les pays socialistes d'Europe orientale, les participants ont estimé qu'il était important, puisqu'il constituait un moyen de diversifier les partenaires commerciaux. C'est pourquoi des mesures plus poussées devraient être prises pour augmenter ce type d'échanges. A cet effet, les participants ont souligné que le document de la CEA aurait dû traiter en détail de tous les problèmes liés au commerce avec les pays socialistes. L'absence d'information sur les possibilités commerciales avec les pays socialistes a été citée parmi les principales entraves à la promotion du commerce. Il a été fait état de mesures prises par certains pays pour obtenir et fournir des informations sur cette situation. La nécessité d'appliquer les recommandations adressées par la huitième Conférence à la CNUCED, à la CEA et à l'OUA a été soulignée ainsi que celle d'aider les Etats membres à pénétrer sur les marchés des pays socialistes.

63. Des représentants se sont préoccupés de la faible participation des pays africains aux négociations commerciales multilatérales et au système global de préférences commerciales. La réunion a recommandé que le Secrétariat mixte OUA/CEA prenne des mesures adéquates pour assurer une participation plus efficace de l'Afrique aux futures négociations.

64. Les participants ont recommandé que les négociations internationales futures visent surtout à rechercher des solutions efficaces aux problèmes suivants :

a) Action au niveau international : i) mettre fin aux politiques protectionnistes et supprimer les déséquilibres commerciaux; ii) sauvegarder les principes fondamentaux et les objectifs du GATT; iii) mettre en place un système commercial multilatéral plus ouvert, viable et durable en vue de promouvoir la croissance et le développement et iv) adopter des mesures efficaces face aux problèmes que posent les politiques commerciales défavorables actuelles et à bon nombre des facteurs économiques et politiques sous-jacents, en particulier ceux qui sont à la base de la détérioration du système commercial international;

b) Améliorer les relations commerciales internationales de l'Afrique et des résultats dans le cadre du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique 1986-1990 et du Programme d'action des Nations-Unies pour le redressement et le développement économiques de l'Afrique 1986-1990.

65. Dans sa conclusion, le Président a suggéré que les pays africains bénéficient d'une assistance pour la promotion et le renforcement de leurs relations commerciales avec les pays socialistes d'Europe de l'Est. La CNUCED, la CEA et l'OUA ont été priées de continuer à aider les pays africains à cette fin ainsi que dans le cadre des négociations commerciales multilatérales et du système global de préférences commerciales.

INCIDENCES DES ACTIVITES DES SOCIETES TRANSNATIONALES SUR
LE COMMERCE INTERIEUR ET INTRA-AFRICAIN
(point 4 (vii) de l'ordre du jour)

66. Les participants ont examiné ce point de l'ordre du jour en s'inspirant du Chapitre IV de document E/ECA/TRADE/53, chapitre intitulé "l'incidence des sociétés transnationales sur le commerce intérieur et intra-africain". En présentant ce point de l'ordre du jour, le secrétariat a fait remarquer d'abord que les sociétés transnationales (STN) continuent d'exercer un contrôle considérable sur le commerce intérieur et intra-africain, mais d'une manière négative. Les STN pèsent en outre de tout leur poids sur les principaux secteurs de l'économie africaine connexes au commerce tels que les moyens de production, le transfert de technologie, la commercialisation et la distribution des produits, l'équilibre de la balance commerciale et des paiements africains.

67. Le secrétariat suggère les mesures concrètes suivantes qui pourraient être initiées par les gouvernements africains : essayer de maximiser les avantages que les pays africains attendent des STN; tenter de minimiser au possible les effets négatifs des STN sur les économies africaines; initier un dialogue nouveau avec les STN aux niveaux national, sous-régional et régional, en vue d'identifier les domaines dans lesquels ces sociétés peuvent être amenées à intégrer leurs activités au processus de développement africain.

68. Les participants ont observé que la balle est du côté de l'Afrique. Il appartient en effet aux gouvernements africains de déterminer les domaines d'activités des STN, de délimiter le champ de leurs opérations et de leur indiquer les secteurs prioritaires dans lesquels elles sont autorisées à investir. Certaines délégations ont fait cependant remarquer qu'il importe de prendre des positions réalistes en rapport avec les STN. Ces dernières ne sont pas guidées en effet par des sentiments philanthropiques, bien au contraire. On ne devrait donc pas s'attendre à ce que ces sociétés soient pleinement coopératives, par exemple, si on venait à leur demander d'investir dans certains projets où leurs intérêts ne sont pas évidents ou dans des domaines d'activités où la rentabilité de leurs capitaux n'est pas garantie.

69. Les participants ont toutefois souligné, en dépit de cela, que les pays africains devaient trouver une voie de sortie aux nombreuses impasses dressées par les STN. Bien entendu, il appartient à tout Etat africain de prendre des décisions qui s'imposent tenant compte des particularités de chacun. C'est dans cet esprit que certaines délégations ont, par exemple, suggéré de planifier des projets intégrés de manière à atténuer certains effets négatifs des STN, de mettre en place des mécanismes efficaces d'appel d'offre de façon à ce que la concurrence puisse jouer pleinement, de mener des études en vue de la création des entreprises conjointes africaines de commercialisation et de transport susceptibles de se substituer aux sociétés transnationales.

70. En réponse aux questions soulevées pendant les débats, le représentant de la CNUCED a informé la réunion que le code de conduite des transnationales relatif aux règlements et principes convenus pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives adopté par l'Assemblée générale en 1980 n'engageait pas les Etats. C'est pour cela que les pays en développement ont cherché, pendant la réunion du groupe intergouvernemental d'experts sur les pratiques commerciales restrictives en février 1987, à créer un comité spécial chargé de suivre l'application de ce code de conduite. Cette proposition a été rejetée par un groupe de pays industrialisés. Ce groupe avait aussi insisté sur l'approbation préalable des plans d'études devant être préparés par le secrétariat de la CNUCED. Cette demande n'était pas acceptable parce qu'elle était contraire à la pratique. Cependant, le secrétariat de la CNUCED continuera de rechercher les voies et moyens pour avancer dans ce domaine.

71. Les participants ont rappelé, en ce qui concerne le contrôle et la régulation des sociétés transnationales, qu'un code de conduite est en cours de négociation dans le cadre des Nations Unies, même si les STN font pression sur leurs gouvernements respectifs pour que ce code soit le plus longtemps possible retardé. Les participants se sont accordés à reconnaître la nécessité de ce code qui va dans l'intérêt des pays en développement, en particulier les pays africains. Comme cela a déjà été recommandé par la Conférence des ministres africains à sa huitième session, les pays africains devraient participer activement à l'élaboration de ce code et à sa mise en oeuvre.

72. Le secrétariat a fait remarquer en guise de synthèse aux questions posées, que les STN doivent respecter les normes fixées par les pays hôtes. De telles normes peuvent du reste trouver place dans le code de conduite en élaboration, la question qui reste posée étant de savoir si ce code sera obligatoire ou volontaire. Des études de cas de solutions alternatives aux sociétés transnationales seront présentées lors de la session prochaine. Quant au rôle des STN en Afrique du Sud et en Namibie, ce problème a fait l'objet de nombreuses publications et des réunions publiques sous l'égide et au siège des Nations Unies à New York par le Centre des sociétés transnationales. De telles publications devraient être mises à la disposition des délégués sur demande.

73. La Réunion a recommandé que la Conférence des ministres africains du Commerce devrait recommander à leur Gouvernement d'adopter les mesures suivantes destinées à augmenter la contribution des activités des STN à la promotion du commerce intérieur et intra-africain :

- a) Les STN devraient être dissuadées d'adopter des pratiques commerciales restrictives, y compris en matière de crédits à l'exportation et d'assurance-crédit à l'encontre des hommes d'affaires africains et non africains qui font leur possible pour promouvoir le commerce intérieur et intra-africain;
- b) Les STN devraient être invitées à diriger une partie de leurs ressources pour financer le développement des zones rurales, en particulier la transformation agricole et notamment l'alimentation, les ressources en eau, les transports et les communications, l'infrastructure sanitaire et sociale. Comme la population rurale constitue la pierre angulaire des économies africaines, une croissance et un développement équilibrés

entre les zones urbaines et les zones rurales accroîtront le pouvoir d'achat des populations rurales. Partant, leur demande en produits manufacturés augmentera, au profit des STN. Mieux encore, la structure économique actuelle montre que des pôles de croissance existent sous forme de petits centres urbains à l'intérieur des zones rurales, pôles qui sont à même de renforcer le commerce intérieur et intra-africain, en particulier dans les régions les plus difficiles. Ces centres de croissance favorisent le développement général des économies africaines et par conséquent augmentent la demande de biens plus complexes qui sont produits généralement par les STN;

- c) Les STN devraient aider les pays hôtes dans lesquels elles opèrent dans leurs efforts en vue d'atteindre l'auto-suffisance alimentaire, spécialement au niveau sous-régional. A cette fin, elles devraient contribuer au développement de la formation du personnel technique et de gestion, à l'amélioration de la production, du stockage, de la distribution ainsi que de la commercialisation dans le but de réduire les coûts de ces opérations pour une exploitation totale du marché africain. Les entreprises mixtes et d'autres arrangements multilatéraux de partage de la production devraient permettre de réduire la capacité de commerce intra-africain et excédentaire dans maintes entreprises africaines, d'améliorer la qualité et d'obtenir un meilleur coût unitaire. Il convient de souligner qu'en définitive, la croissance des structures commerciales des STN mises en place au sein des groupements économiques africains existant, atteindra un plafond à moins que les systèmes de production et de distribution, ne soient directement liés au commerce intérieur et intra-africain;
- d) Les STN devraient être persuadées, là où c'est possible, de partager des informations statistiques et des données sur les marchés, les techniques de promotion commerciale et d'analyse de marché avec leurs partenaires commerciaux dans les pays hôtes (ceux-ci pouvant être aussi bien des sociétés commerciales d'Etat que des entreprises privées nationales). Dans cette perspective, les STN devraient aider les pays africains à créer des systèmes uniformisés sur les courants de données transfrontières de façon à suivre et à enregistrer les opérations commerciales entre pays africains.

Examen des propositions de l'Afrique à la septième session de la
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

/(point 5 (vii) de l'ordre du jour)/

74. Le Président a décidé, vu que toutes les délégations avaient participé au cours de la réunion d'experts que venait de se terminer à l'élaboration des propositions de l'Afrique à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qu'il n'était pas nécessaire de ré-examiner ce point qui n'a donc pas fait l'objet de débat.

Questions diverses /(point 6 (vii) de l'ordre du jour)/

75. Il n'y a pas eu de débat sur ce point de l'ordre du jour.

Date et lieu de la dixième session /(point 7 (vii) de l'ordre du jour)/

76. Un fonctionnaire du Secrétariat a fait observer que la Conférence des ministres africains des finances était biennale. La prochaine réunion se tiendrait en 1989. Etant donné que le rapport devait être soumis à la Conférence des ministres de la CEA qui a toujours lieu en avril, il serait recommandé de tenir la dixième session en mars 1989 à une date qui serait arrêtée d'un commun accord entre le Secrétariat et le Président. Cette suggestion a été acceptée.

Adoption du rapport et clôture de la réunion

/(point 8 (vii) de l'ordre du jour)/

77. A la fin de ses travaux, la réunion a adopté son rapport en vue de le soumettre aux ministres.

1. RESOLUTION SUR LA QUATRIEME FOIRE COMMERCIALE PANAFRICAINNE ET LES
PREPARATIFS DE LA CINQUIEME

La Conférence des ministres africains du commerce,

Considérant les résolutions adoptées depuis 1967 par le Conseil des ministres de l'OUA, en particulier la résolution C4/Res. 277(XIX) institutionnalisant les foires commerciales panafricaines et la décision de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA d'avril 1980, contenue dans le Plan d'action de Lagos et relative entre autres choses au lancement d'une campagne permanente intitulée «Achetez africain» dans le cadre des foires commerciales panafricaines,

Rappelant la décision prise par la troisième réunion du Comité ministériel plénier de suivi sur le commerce et les finances, tenue du 9 au 14 mai 1984 à Addis-Abeba (Ethiopie) d'accepter l'offre de la République du Togo d'accueillir la quatrième Foire commerciale panafricaine,

Prenant note avec satisfaction de la première partie du rapport du secrétariat de l'OUA sur la quatrième Foire commerciale panafricaine qui s'est tenue du 18 novembre au 8 décembre 1985,

Reconnaissant le soin particulier et la contribution apportés par le Président de la République du Togo, Son Excellence le général Gnassingbe Eyadema en vue de succès de la quatrième Foire commerciale panafricaine,

Reconnaissant en outre le rôle fonctionnel que pourrait jouer la Foire commerciale panafricaine dans le développement du commerce intra-africain, à en juger par les résultats de la Foire de Lomé, du point de vue du niveau de participation, de la structure, de la variété des produits exposés ainsi que par la capacité et le potentiel de production,

Rappelant en outre la décision adoptée en octobre 1985 à Brazzaville (Congo) lors de la huitième session de sa réunion d'accepter l'offre du Zaïre d'accueillir la cinquième Foire commerciale panafricaine :

PREMIERE PARTIE : QUATRIEME FOIRE COMMERCIALE PANAFRICAINNE

1. Invite le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine à transmettre en son nom un message spécial de félicitations et de remerciements au Président de la République du Togo, Son Excellence le général Gnassingbe Eyadema, au Gouvernement et au peuple togolais pour les efforts exceptionnels qu'ils ont déployés pour assurer le succès de la quatrième Foire commerciale panafricaine;

2. Charge le Secrétaire général de l'OUA, en collaboration avec la CEA, le Centre du commerce international et toutes les organisations intergouvernementales compétentes, en particulier la CEDEAO, la ZEP, la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale et la Commission de l'Océan Indien de procéder à une évaluation complète de l'impact de toutes les foires commerciales panafricaines précédentes;

DEUXIEME PARTIE : CINQUIEME FOIRE COMMERCIALE PANAFRICAINNE

1. Prend note des préparatifs menés jusqu'ici par tous les pays intéressés;

2. Note et approuve les dates du 16 au 31 juillet 1986 comme dates de déroulement de la cinquième Foire commerciale panafricaine 1/

1/ La date proposée par le gouvernement zaïrois devrait faire l'objet de plus amples consultations pour éviter qu'elle ne coïncide avec celle du Sommet de l'OUA.

3. Prie instamment tous les Etats membres d'éviter d'organiser de foires commerciales nationales à la même date;
4. Prie instamment en outre les donateurs de fournir une assistance financière aux organismes de collaboration comme le Centre du commerce international, le Fonds régional ACP-CEE de la Convention de Lomé, le PNUD, la CNUCED etc. afin de leur permettre d'apporter l'aide financière et technique nécessaire au succès de la cinquième Foire commerciale panafricaine;
5. Approuve le choix de «Promotion du commerce intra-africain, facteur d'intégration économique en Afrique» comme thème de la prochaine Foire;
6. Prend note avec une vive gratitude de la subvention de 500 000 dollars allouée par le Conseil des ministres de l'OUA, à l'organisation de la Foire commerciale panafricaine;
7. Charge le secrétariat de l'OUA, en collaboration avec le Centre du commerce international et d'autres organismes compétents, de procéder à une étude de marché avant la tenue de la cinquième Foire et à une évaluation technique de l'impact de celle-ci;
8. Approuve la composition ci-après du Comité d'organisation de la cinquième Foire commerciale panafricaine : Togo, Côte D'Ivoire, Ghana, Algérie, Egypte, Tunisie, Ethiopie, Kenya, République-Unie de Tanzanie, Zaïre (Président), Cameroun, Congo, Angola, Botswana et Zimbabwe;
9. Approuve en outre le mandat du Comité d'organisation de la cinquième Foire commerciale panafricaine tel qu'il est contenu dans le rapport de la neuvième réunion de la Conférence des ministres.

2. **RESOLUTION SUR LE COMMERCE DES PAYS AFRICAINS AVEC LES PAYS SOCIALISTES D'EUROPE ORIENTALE**

La Conférence des ministres africains du commerce,

Considérant la nécessité de promouvoir et de diversifier le commerce extérieur des pays africains avec des partenaires non traditionnels, en particulier les pays socialistes d'Europe orientale, et qu'à cet effet, des efforts intensifs et continus sont requis, y compris par le canal des organisations multilatérales;

Se félicitant de ce que la CEA et la CNUCED avaient déjà entrepris des activités dans ce domaine, conformément aux diverses décisions prises par le Conseil du commerce et du développement et la huitième session de la Conférence des ministres africains du commerce;

Considérant les besoins des pays africains en la matière;

1. Demande à la CEA, à l'OUA, à la CNUCED et aux pays socialistes d'Europe orientale d'intensifier leurs activités d'assistance technique dans ce domaine et, par conséquent, prie le PNUD et les pays socialistes d'Europe orientale d'allouer les ressources nécessaires à ces organisations afin qu'elles puissent appliquer pleinement leur programme de formation, de diffusion d'information et des services consultatifs aux niveaux régional, interrégional et national;
2. Prie en outre la CEA, l'OUA et la CNUCED de faire rapport à ce sujet à la dixième session de la Conférence des ministres africains du commerce.

3. RESOLUTION SUR L'AOAPC

La Conférence des ministres africains du commerce,

Ayant examiné le rapport sur la situation financière et administrative critique de l'Association des Organisations de promotion commerciale en Afrique. (AOAPC),

Rappelant que le Plan d'action de Lagos a investi l'AOAPC d'un rôle important dans le développement du commerce intra-africain,

Conscient que l'AOAPC ne peut assumer ses responsabilités que si elle dispose des ressources nécessaires,

Notant toutefois que l'Association n'a pas eu les ressources nécessaires pour assumer ses responsabilités et s'acquitter de ses fonctions, que la plupart des membres de l'Association ont des arriérés de contributions au budget de l'Association, et que cette situation menace l'existence même de l'Association,

DECIDE comme suit :

1. PRIE INSTamment les Etats membres de l'Association des Organisations de promotion commerciale en Afrique (AOAPC) à verser leurs contributions et leurs arriérés de contributions à l'Association;
2. PRIE INSTamment tous les Etats membres de l'OUA et de la CEA qui ne sont pas encore membres de l'AOAPC d'adhérer à l'Association le plus tôt possible;
3. LANCE UN APPEL au Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et au Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) pour qu'ils apportent tout le soutien financier et technique nécessaire à l'AOAPC;
4. LANCE EGALEMENT UN APPEL au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds Européen de Développement (FED) pour qu'ils apportent toute l'assistance nécessaire à l'AOAPC.